

PLUS FORT DANS L'ACTION

Les salariés du public, le monde de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche se sont largement mobilisés ce mardi 20 pour défendre les services publics, l'emploi public et revendiquer les revalorisations salariales que le gouvernement refuse d'entendre. Dans les universités, le nombre d'enseignants-chercheurs, d'enseignants, de BIATOSS présents dans la grève et dans les manifestations qui, toutes, dénoncent la LRU et le budget 2008, est en très nette progression sur les journées précédentes. La mobilisation conjointe de tous -étudiants, enseignants du supérieur, BIATOSS- doit encore s'amplifier puisque le gouvernement campe sur ses positions.

Le SNESUP condamne fermement les interventions policières et les arrestations arbitraires dans les universités cette semaine.

Le SNESUP appelle à faire des journées des 22 et 27 novembre prochains de nouveaux temps forts des mobilisations. Il se propose de diffuser des dizaines de milliers de tracts pour dénoncer les dangers de la loi LRU et du budget 2008 en exigeant l'abrogation de la loi et la révision du budget, auprès des collègues, des étudiants, de la population le 22 novembre. Il entend participer à une nouvelle journée nationale de grève et de manifestations le 27 novembre. Il appelle ce jour-là à interpeler la CPU et les présidents d'université pour que la diversité des inquiétudes sur la loi LRU et le budget s'expriment et soient entendues dans les instances universitaires qui doivent être respectées. La journée du 27 doit permettre d'élargir, par des opérations « journée banalisée », « université ouverte » organisées avec tous les acteurs universitaires, l'engagement de toute la communauté dans l'action. Dans ce cadre le SNESUP prolonge son préavis de grève au 27 novembre.

Le SNESUP souhaite inscrire ces actions dans les plus larges convergences syndicales.

Communiqué FSU du 20 novembre

Un succès significatif

La journée d'action du 20 novembre a été marquée par une grève réussie avec des taux significativement supérieurs aux derniers mouvements et par des manifestations partout importantes (plus de 70 000 participants à Paris, 30 000 à Bordeaux, 60 000 à Marseille, 20 000 à Rennes, 10000 à Pau etc..).

Elle constitue un indéniable succès qui exprime avec force les attentes et les revendications des personnels. Le gouvernement doit en prendre la mesure et répondre sans tergiverser aux exigences portées par le mouvement. Les premières déclarations des ministres concernés ne sont pas à la hauteur de la force du mouvement et de ses attentes.

La FSU proposera à ses partenaires de décider rapidement d'autres initiatives d'action si le gouvernement continue de refuser d'apporter les vraies réponses.

Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche

La lettre avertissant les collègues de la non obtention de la PEDR ne précise pas, cette année, qu'il existe une possibilité de recours.

Cette possibilité existe. Elle est précisée dans un document à part que les administrations ne répercutent pas toujours.

Nous rappelons que la date limite de dépôt du recours de la PEDR est le 31 décembre 2007. Le recours doit être fait dans les deux mois après la réception du refus (voir la date de votre accusé de réception).

Ce recours doit être envoyé à :

Monsieur le Directeur de L'Enseignement Supérieur
Service de la Recherche Universitaire

Bureau du financement et de la promotion de la qualité
DGES A2 - 1 rue Descartes - 75231 Paris cedex 05

Envoyer copie de votre dossier à SNESUP – secteur Recherche